



## **Communiqué de la section LDH de l'EHESS**

Le 16 février 2021

### **Diffamation à l'encontre d'une profession toute entière ? La Ministre doit partir**

Malgré leur habitude des faux-semblants et du peu d'attention portée à leur profession, les enseignants-chercheurs et enseignantes-chercheuses sont confronté.es aujourd'hui à une campagne de dénigrement sans précédent, désignant en particulier par le terme aussi infâmant qu'imprécis « d'islamo-gauchisme » des établissements ou des disciplines dans leur entier.

Il serait attendu d'une ministre qu'elle prenne quelque hauteur dans ce débat de plus en plus nauséabond, et qu'elle refuse de reprendre à son compte des notions aussi peu scientifiquement fondées. On attendrait que la responsable de l'enseignement supérieur et de la recherche, elle-même issue de ce milieu, relève avec gratitude la façon dont les enseignant.es universitaires ont en première ligne fait face à la détresse étudiante en cette période de pandémie ; ils n'ont pas démerité en tant que pédagogues, allant même au-delà dans leur rôle d'accompagnement d'étudiant.es par ailleurs largement oubliés.

Mais, plutôt que de s'intéresser à la crise qui les touche, Mme Frédérique Vidal, sur les ondes d'une chaîne télévisuelle dont un des animateurs a été condamné pour injure et provocation à la haine, répond par l'affirmative lorsque M. Elkabbach décrit les universités françaises, dont elle a la charge, comme étant régies par une sorte d'alliance entre Mao Tsé-Toung et l'ayatollah Khomeini.

Et elle enchaîne le lendemain en demandant à l'Alliance Athena (qui n'est pas une inspection mais une institution qui coordonne les sciences sociales) « d'enquêter » sur l'islamo-gauchisme et ses « courants » dans le milieu académique.

Une accusation typique de l'extrême-droite est ainsi reprise une nouvelle fois par une ministre de la République, rassemblant dans une formule ignominieuse un groupe fantasmatique et fantasmé de

pseudo-adversaires qui ne sont, en réalité jamais nommés, ou au prix d'approximations grossières amalgamant des concepts mal compris et de noms de collègues ne partageant parfois que peu de choses (si ce n'est les menaces parfois graves que ces accusations font tout à coup tomber sur eux).

Bref, à ces accusations mensongères faisant courir des risques parfois graves à des fonctionnaires, leur ministre ne trouve à répondre que par de vagues admonestations décousues (selon lesquelles, par exemple, en tant que biologiste elle peut dire que « la race » n'existe pas), et par la répétition des accusations portées à leur encontre. Plus encore, elle en appelle à une sorte de police par et dans les institutions d'enseignement et de recherche, rejoignant de la sorte les interdictions de certaines thématiques (les études sur le genre) dans les universités hongroises, brésiliennes ou roumaines

Elle se fait ainsi complice de faits de diffamation collective à l'encontre d'une profession toute entière, mais aussi d'une dévalorisation accrue des universités. Elle parvient ainsi, au-delà de ces dégâts dans l'opinion qui ne peuvent qu'accroître le désespoir des étudiantes et des étudiants dont les formations sont ainsi décrites, à confirmer sa décredibilisation personnelle aux yeux des personnels de l'ESR.

Un appel à la démission de Frédérique Vidal avait été porté en novembre 2020 par la CP-CNU, représentant l'ensemble des disciplines, après le vote de la loi LPR.

Plus que jamais, au regard de ces nouvelles dérives dans un contexte de difficultés sans précédent pour l'université et la recherche, sa démission s'impose, tout comme l'abandon de cette prétendue « enquête » non seulement nauséabonde mais déshonorante au regard des difficultés sans précédent dans lesquelles se débat l'ESR. Oui, danger, vigilance et action mais à l'encontre de la Ministre. Qu'aucun.e collègue, quel que soit son statut, ne prête main forte à cette campagne de dénonciation.

Pour contacter la section : [ldh-ehess@protonmail.com](mailto:ldh-ehess@protonmail.com)